

Objectif Oman

Avril 2017



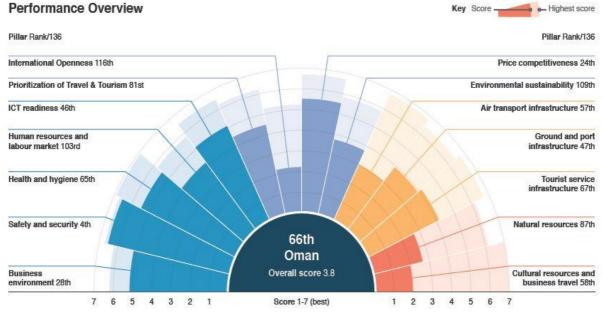
Faits saillants

- FMI : baisse de la prévision de croissance pour 2017 mais réduction attendue du déficit public
- La Banque mondiale s'inquiète de la situation des jeunes en Oman (Mena economic monitor)
- Accord de partenariat entre Oman Oil et Koweit Petroleum sur la raffinerie de Duqm
- Signature d'un contrat entre Air Liquide et Orpic pour l'approvisionnement en azote du site de Liwa
- SAFRAN Identity & Security sélectionné pour fournir un système multi-biométrique unique

CLIMAT DES AFFAIRES

Oman perd une place dans le classement du Forum Economique Mondial sur la compétitivité du tourisme

Le Forum Economique Mondial, qui s'est tenu à Buenos Aires les 5-7 avril dernier, a publié son classement 2017 sur la compétitivité des voyages et du tourisme. Ce rapport, biennal, classe 136 pays à partir de quatre grands critères : l'environnement des affaires, sécurité, emploi et santé, la politique publique de promotion du tourisme, la qualité des infrastructures et la valorisation du patrimoine naturel et culturel. Le Sultanat d'Oman n'apparaît qu'au 66ème rang mondial, en recul d'un rang par rapport au classement de 2015 et ne se classe que 5ème parmi les pays du Conseil de Coopération du Golfe derrière les Emirats-Arabes-Unis (29ème dans le classement mondial), le Qatar (47ème), Bahreïn (60ème) et l'Arabie Saoudite (63ème). Cette photographie rappelle tout le chemin à accomplir par le Sultanat pour exploiter davantage son potentiel touristique, certes élevé au regard de la diversité des paysages, mais dont la pleine réalisation supposerait d'importants efforts en matière d'ouverture à l'international (principale carence relevée dans le classement), d'infrastructures touristiques et de transport, de gestion des projets (notamment pour la valorisation du patrimoine) et de formation de la main d'œuvre. Le principal atout du pays reste sa situation sécuritaire pour laquelle le Sultanat apparaît au 4ème rang mondial des destinations les plus sûres (derrière la Finlande, les EAU et l'Islande). Comme en 2015, l'Espagne reste en tête du classement devant la France.





Santé: publication de du rapport Vision 2050 du ministère de la santé

Le ministère de la santé a publié début avril le rapport Vision 2050^I qui dresse l'état des lieux du système de soins actuel et suggère plusieurs axes d'amélioration. En dépit des bonnes performances en matière de recul de la mortalité infantile (9,5 ‰ en 2015 contre 118 ‰ en 1970) et d'espérance de vie (77 ans actuellement contre 50 ans en 1970 selon l'Organisation Mondiale de la Santé), le Sultanat souffre toujours de carences fortes en matière de malnutrition (24 % des Omanais sont obèses, 30 % en surpoids) et d'anomalies congénitales (31,4 % des handicaps dus à la consanguinité). Alors qu'en 2015, la santé représentait 6,2 % des dépenses publiques (2,7 % du PIB), ce chiffre représenterait près de 10 % d'ici à 2030. Au regard de la hausse des besoins, le rapport insiste sur le nécessaire recours au secteur privé pour participer au financement des projets et infrastructures (à hauteur de 50 %). A cette fin, le ministère entend promouvoir davantage les partenariats public-privé (PPP) et favoriser une décentralisation des processus décisionnel en veillant par ailleurs à garantir une couverture totale du territoire en matière d'infrastructures médicales. A plus longue échéance, le ministère souhaiterait développer une production locale de médicaments afin de réduire la dépendance à l'égard des importations de produits pharmaceutiques (95 %).

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Banques : la Banque centrale avertit du risque d'exposition immobilière et aux prêts personnels

La Banque centrale a alerté début avril les banques commerciales du risque de surexposition au marché immobilier et aux prêts personnels rappelant que la capacité de résilience financière actuelle du pays avait été très largement entamée par la faiblesse des cours du baril de pétrole et l'apparition de déficits jumeaux à des seuils très élevés, rendant ainsi le système financier local particulièrement vulnérable à tout choc externe. Ces dernières années, le secteur bancaire omanais a connu une croissance rapide, le ratio actif brut / PIB passant de 71,9 % du PIB en 2012 à 118 % en 2016. Parallèlement, le ratio prêts / dépôts est passé de 97,8 % en 2014 à 107,9 % en 2016, conséquence de la progression rapide et constante des prêts accordés par les banques dans une période pourtant marquée par la dégradation du contexte économique. Bien que le secteur soit bien régulé et caractérisé par une bonne résilience des banques (ratio de solvabilité supérieur à 16 %) et une bonne qualité des actifs, la concentration des prêts sur les segments de l'immobilier et des prêts personnels n'apparaît pas sans risque. Actuellement, près de la moitié des prêts accordés au secteur privé sont destinés aux ménages, la plupart concernant des prêts personnels, un segment très sensible à la conjoncture et à la hausse des taux d'intérêt. La Banque centrale a en outre indiqué que le taux de créances douteuses dans le secteur immobilier (2,4 %), supérieur à la moyenne du secteur (1,9 %), représentait un facteur de vulnérabilité que les établissements devaient suivre de près en adoptant notamment des mesures prudentielles supplémentaires pour limiter leur exposition à un choc immobilier.

FMI: Baisse de la prévision de croissance pour 2017 (0,4 %) et confirmation du repli du déficit public

A l'occasion des assemblées annuelles FMI-Banque Mondiale des 21-23 Avril 2017, le FMI a sensiblement revu à la baisse sa prévision de croissance du Sultanat d'Oman pour l'année 2017 à 0,4 % seulement contre 2,6 % originellement prévu en octobre 2016 tout en rehaussant la projection attendue en 2019 à 3,8 % (3,6 % projeté en octobre 2016). L'atonie de la croissance cette année résulterait de la faiblesse de l'activité pétrolière et des effets sur la consommation des mesures d'austérité adoptées dans le Budget, celles-ci se couplant à la remontée des taux d'intérêt qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. D'après les données prospectives du FMI, la baisse continue des subventions du gouvernement prévue dans le Budget 2017 du Sultanat devrait par ailleurs se traduire par une accélération du taux d'inflation, à +4,4 % après +1,1 % en 2016. Elément favorable des derniers calculs du FMI, le pays devrait enregistrer cette année un déficit public moins élevé qu'initialement attendu grâce à la hausse de la fiscalité et un cours du baril supérieur aux projections d'octobre dernier. Le déficit budgétaire atteindrait ainsi 10 % du PIB après 21,5 % l'an passé. Comme attendu, la dette publique devrait continuer de croître de façon rapide pour atteindre 38,5 % du PIB cette année alors qu'elle représentait moins de 4 % du PIB en 2014.

-

¹ https://www.moh.gov.om/documents/16506/119833/Health+Vision+2050/7b6f40f3-8f93-4397-9fde-34e04026b829

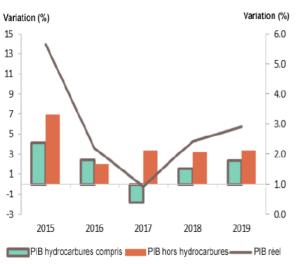


Source FMI, avril 2017	2016	2017e		2018e		2019e	
				Prév.			
Word Economic Outlook	Prév. Avril	Prév. Avril	Corr./oct.	Avril	Corr./oct.	Prév. Avril	Corr./oct.
	2017	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Croissance (%)	3	0,4	-2,2	3,8	+0,2	1,9	+0,9
Inflation moyenne (%)	1,1	4,1	+1,0	3,0	+0,2	2,9	0,0
Déficit public (en % du PIB)	-21,5	-10	+1,0	-8,4	-0,3	-7,4	+5,2
Déficit courant (% du PIB)	-15,5	-12,3	+5,3	-11,1	+3,7	-9,9	+4,9
Dette publique (% du PIB)	34,2	38,5	+14	41,2	+14,2	44,0	-9,5

La Banque mondiale rappelle les facteurs de vulnérabilité du pays et s'inquiète de la situation des jeunes

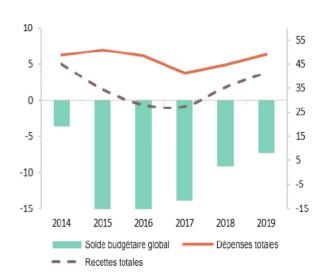
Dans son dernier rapport MENA Economic Monitor d'avril 2017², la Banque mondiale relève le net ralentissement de la croissance en Oman en 2017, attendue à 0,9 %, conséquence de la nouvelle baisse du PIB pétrolier, dans le sillage de l'accord sur la réduction de la production pétrolière en lien avec les pays de l'OPEP, et des compressions continues de dépenses publiques. La Banque s'inquiète en outre de la perte de confiance des ménages et des défis sociaux croissants en pointant notamment la situation des jeunes. Rappelant le haut niveau du taux de chômage des jeunes, estimé à 20 % par l'Organisation International du Travail, la Banque indique dans son rapport que les jeunes Omanais mettent en moyenne 3 ans pour trouver un emploi (en partie due à la préférence pour les emplois mieux rémunérés et suivant des horaires de travail plus courts de la fonction publique). Alors que 40 % de la population est âgée de moins de 25 ans, la situation sociale est rendue d'autant plus fragile par l'arrivée chaque année de 45 000 nouveaux primoentrants sur le marché du travail. Vu la faiblesse de l'activité, aucune amélioration au plan économique et social n'est attendue avant au mieux deux ans, la Banque projetant une croissance de 2,4 % en 2018 et 2,9 % en 2019, des seuils toujours inférieurs à la croissance démographique. Si les déficits jumeaux devraient progressivement se résorber à moyen terme, conséquence en partie des réformes entreprises en matière de baisse des subventions, de restriction de la dépense publique et de rehaussement de la fiscalité, le contexte économique reste fragilisé par la hausse continue des taux d'intérêt et la poursuite du ralentissement de la demande chinoise, alors que la Chine reste, de loin, le principal partenaire commercial du Sultanat.

GRAPHIQUE 1 Oman / Croissance annuelle du PIB réel



Sources : Autorités omanaises, estimation des services de la Banque mondiale

GRAPHIQUE 2 Oman / Opérations des administrations publiques (en pourcentage du PIB)



Sources : Autorités omanaises, estimation des services de la Banque mondiale.

²http://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/mena-economic-monitor-april-2017-economics-post-conflictreconstruction



INFORMATIONS SECTORIELLES

Pétrochimie : Air Liquide obtient un contrat auprès d'Orpic pour fournir de l'azote sur le site de Liwa

Air Liquide a annoncé début avril avoir remporté un contrat d'environ 20 M € pour l'ingénierie et la construction d'une unité de production d'azote située dans la zone économique de Sohar. Rattachée au projet du Liwa Plastics Industrial Complex (projet de 6,5 Mds USD), piloté par la société publique Orpic (Oman Oil Refineries and Petroleum Industries Company), qui vise à produire du polyéthylène et polypropylène (1,4 M de tonnes par an) destiné en priorité aux marchés asiatiques, l'unité de production d'azote devrait être opérationnelle d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2019. La partie construction sera réalisée localement au titre du programme national d'In Country Value (ICV) tandis que l'ingénierie de l'unité de production d'azote sera intégralement réalisée en France, sur le site de Champigny-sur-Marne. Ce contrat est le plus important remporté dans la région du Golfe depuis trois ans. Avec ce contrat, obtenu dans un contexte concurrentiel marqué, Air Liquide, déjà active localement sur les segments de l'industrie lourde et les métiers marchands (bouteilles d'oxygène, d'azote, transport réfrigéré), renforce sensiblement sa présence en Oman.

Pétrochimie : accord de partenariat entre Oman Oil et Kuwait Petroleum sur la raffinerie de Duqm

Le 10 avril, *Oman Oil Company* (OOC) et *Kuwait Petroleum International*, filiale de *Kuwait Petroleum Corporation* (KPC) ont signé l'accord de partenariat relatif à la raffinerie de Duqm, créant officiellement une *joint-venture*, *Duqm Refinery and Petrochemical Industries Company* (DRPIC). Le projet, estimé entre 6 et 7 Mds USD, devrait être financé à 35 % par les actionnaires (pour moitié chacun) et à 65 % par le recours à des agences de crédit et des prêts bancaires locaux et internationaux (5 Mds USD). La clôture financière devrait intervenir d'ici la fin du 3ème trimestre. Les travaux, sur 900 ha, commenceront en fin d'année et la raffinerie, d'une capacité de 230 000 b/j, devrait être opérationnelle d'ici à 2020. A partir du pétrole brut fourni à 35 % par Oman et 65 % par le Koweït, elle produira du diesel, des carburéacteurs, du naphta ainsi que du gaz de pétrole liquéfié (GPL) avant tout destinés à l'exportation. Le projet comprend trois volets: la réalisation des installations de raffinage et les *utilities* nécessaires à son bon fonctionnement; la construction des infrastructures autour de la raffinerie; enfin, le terminal de stockage pétrolier de Ras Markaz (projet porté par *Oman Tank Terminal Company, OTTC*, filiale d'*Oman Oil*), d'une capacité de 6 M b/j au départ pour atteindre à terme 200 M b/j (8 réservoirs d'une capacité de 550 000 b/j). Les résultats des appels d'offre pour la conception et la construction (EPC) des trois *packages* sont attendus pour mai. A noter que le projet prévoit d'adjoindre à la raffinerie, à plus longue échéance, une usine pétrochimique.

Sécurité: Safran remporte un contrat pour la fourniture d'un système multi-biométrique unique

Safran Identity & Security a remporté l'appel d'offre de la Royal Oman Police pour la mise en place d'un système multi-biométrique unique dans le Sultanat. Celui-ci permettra d'assurer la sécurité du Sultanat tout en encourageant l'arrivée d'un nombre accru de touristes. Le système ABIS (Automated Biometric Information System) devrait faciliter les liens et la communication entre les différentes solutions déjà existantes, rendant plus efficace la gestion des bases biométriques (ADN, iris, reconnaissance faciale, empreintes digitales). Il s'agit d'une première au niveau mondial. Ce système fournira également des services biométriques (identification, vérification) à toutes les institutions omanaises liées à la sécurité nationale (systèmes de sécurité publique, identité civile, contrôle aux frontières et identification criminelle). Safran Identity & Security, notamment via sa filiale Sagem Sécurité, a déjà fourni par le passé un système AFIS (Automated Fingerprint Identification System) ainsi qu'un système de reconnaissance de l'iris dans les aéroports et les postes frontières permettant de consolider la base des travailleurs expatriés.

Oil & Gas: retour sur le salon du downstream et rappel des grands projets aval du Sultanat

Organisé début avril, le salon *Oman Downstream Exhibition & Conference* a été l'occasion de procéder à un état des lieux des projets prioritaires sur le segment de l'aval pétrolier. Trois grands projets, visant à valoriser davantage la chaine de valeur de l'industrie pétrolière, sont ainsi en cours de développement. Représentant un investissement global de 6,5 Mds USD (9 % du PIB), le complexe pétrochimique de *Liwa*, porté par la société publique *Orpic*, doit permettre au Sultanat de disposer d'une industrie complète de



plastique d'ici à 2020, l'objectif étant de répondre à la hausse de la demande extérieure, en particulier asiatique, tout en réduisant les importations de plastique et en développant l'industrie de transformation de polymères. Le deuxième projet jugé prioritaire par les autorités sur l'aval pétrolier porte sur l'extension de la raffinerie de Sohar et la pose d'oléoducs sur une distance de 290 km entre la raffinerie de Sohar et celle de Mina al Fahal. Le projet, qui doit aussi s'accompagner d'un nouveau terminal de stockage près de l'aéroport de Mascate représente un investissement d'environ 320 M USD. Enfin, les autorités attendent également beaucoup du projet de la construction et de gestion de la future raffinerie de Duqm et du complexe pétrochimique qui lui devrait lui être adjoint (cf. *infra*). Parallèlement au développement du secteur, les autorités restent ambitieuses s'agissant des activités *upstream*. *Petroleum Development Oman* (*PDO*), qui a enregistré en 2016 un record de production de 1,293 M de b/j (pétrole, gaz, condensats), dispose ainsi d'un programme d'investissements représentant près de 20 Mds USD d'ici à 2020/21.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.





Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Gilles Bordes et Marine Audras

Revu par : Gilles Bordes Chef du Service économique de Mascate

http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman